

pléant en l'absence du ministre des Approvisionnements et Services. Les employés des arsenaux de Mississauga ayant été avisés de leur mise à pied dans six mois, étant donné la décision de fermer cette entreprise, et vu que de 175 à 200 personnes pourraient, de ce fait, se trouver réduites au chômage, serait-il possible d'envisager de différer cette fermeture, compte tenu notamment de la présente situation économique?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je signalerai cette requête au ministre.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONFÉRENCE DU COMMONWEALTH À SINGAPOUR—LE CANADA ET LA VENTE D'ARMES PAR LA GRANDE-BRETAGNE À L'AFRIQUE DU SUD

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Étant donné que l'existence même du Commonwealth pourrait bien être l'enjeu du débat qui va se tenir cette semaine à Singapour, le premier ministre suppléant peut-il assurer la Chambre que le Canada maintiendra fermement son opposition à la vente d'armes à l'Afrique du Sud par la Grande-Bretagne et signifiera clairement aux participants à la conférence que l'intransigeance de la Grande-Bretagne peut bien sonner le glas du Commonwealth?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le député n'ignore pas que la position du gouvernement canadien reste absolument inchangée. Nous n'avons pas fourni d'armes à l'Afrique du Sud et nous nous opposons à ce que la Grande-Bretagne le fasse. Si le député veut en fait me demander si nous quitterons le Commonwealth au cas où la Grande-Bretagne mettrait ses projets à exécution, je doute fort qu'une menace de cet ordre soit utile.

M. Brewin: Une question supplémentaire. Le premier ministre suppléant a mal interprété ma question. Ce que je lui ai demandé, c'est si, dans ce débat, le Canada ferait savoir clairement que la Grande-Bretagne risque de saborder le Commonwealth en persistant dans son projet de vendre des armes à l'Afrique du Sud.

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, comme je viens de le dire nous n'avons nullement l'intention de modifier notre position. Le premier ministre s'est exprimé clairement à ce sujet dans sa lettre à M. Heath, et l'a mis en garde contre le danger d'un éclatement du Commonwealth. Notre position n'a pas changé.

LA VENTE D'ARMES PAR LA FRANCE À L'AFRIQUE DU SUD—L'ATTITUDE DU CANADA

M. P. J. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire dans la même veine à poser au premier ministre suppléant, en sa qualité aussi de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le

[M. Deakon.]

Canada s'est-il adressé au premier ministre de France, M. Pompidou, pour protester contre la vente d'armes par la France aux pays africains?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, lorsqu'on m'a posé cette question, l'autre jour, j'ai répondu que la France ne faisait pas partie du Commonwealth, et que c'était à titre de membre du Commonwealth que le Canada s'est adressé au premier ministre de la Grande-Bretagne. En qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, j'ai, naturellement, au nom du gouvernement canadien, exprimé notre objection à la vente d'armes par quelque pays que ce soit à l'Afrique du Sud, ce qui comprend certainement la France, qui est l'un de ses fournisseurs.

Mme MacInnis: Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège. Puis-je saisir l'occasion de rappeler au ministre des Finances qu'il a, semble-t-il, perdu tout ce qu'il avait sur lui, sauf son argent?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, à propos de la question de privilège, je me contenterai de répondre que si mon honorable amie avait été ici, j'aurais probablement perdu mon argent aussi.

Mme MacInnis: Toujours à propos de la question de privilège, si le ministre est comme nous, il devrait prendre son propre argent.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE CHÔMAGE—PROPOSITION D'UN PROGRAMME DE TRAVAUX D'HIVER EN VUE D'AIDER LES MUNICIPALITÉS

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre suppléant.

Au cours de la fin de semaine, j'ai eu l'occasion de rencontrer un certain nombre d'administrateurs municipaux qui ont exprimé leur inquiétude du fait qu'un certain nombre de chômeurs ne peuvent pas toucher de prestations de chômage. L'honorable ministre pourrait-il dire si le gouvernement songe actuellement à négocier des ententes avec les provinces et les municipalités, afin d'organiser, le plus tôt possible, des travaux d'hiver utiles susceptibles d'aider ces personnes?

M. l'Orateur: J'ai l'impression que cette question a déjà été posée mais, de toute façon, le premier ministre suppléant voudra peut-être y répondre quand même.

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, les projets annoncés par le gouvernement avant la Noël comprennent un très important programme de travaux dont la majorité seront mis en route dès cet hiver. C'est la mesure la plus efficace que l'on ait pu prendre. Je suis également d'avis qu'il faut prendre des mesures pour lutter contre le chômage hivernal, et c'est ce que nous avons fait.